

Nouvel épisode dans le feuilleton crise anglophone après le dernier rapport d'Amnesty international. Yaoundé ressort la rhétorique du complot et de la tentative de déstabilisation

Issa Tchiroma Bakary le ministre de la communication et porte-parole du gouvernement a déployé tout son bagout pour apporter la riposte de son pays dans cette affaire de « déstabilisation » du Cameroun.

Selon lui, le dernier rapport d'Amnesty international sur la crise anglophone est simplement un rapport à charge, « entaché de grossiers mensonges, de déductions hâtives, de manœuvres diffamatoires inadmissibles, qui s'inscrivent dans une stratégie de harcèlement et de déstabilisation du Cameroun »

Les autorités camerounaises vont plus loin et qualifient les activistes locaux de la société civile travaillant pour Amnesty internationale de « collaborateurs douteux ».

L'ONG a publié mardi dernier un autre rapport sur la crise anglophone dans lequel elle dénonce les assassinats de l'armée et quelques exactions des terroristes, avec dit-elle des images satellitaires pour étayer ses propos.

Les autorités camerounaises estiment que ce rapport « diabolisent » les forces de défense camerounaises en les plaçant au même pied d'égalité que les sécessionnistes terroristes, qui violent, pillent, tuent, incendient des édifices publics et écoles, prennent en otage les civils, extorquent de l'argent aux populations, et empêchent aux élèves d'aller à l'école.
